



Les hôtels confrontés aux annulations en série

TOUSSAINT. Le manque de carburant plombe les envies de départ. **PAGES 8 ET FRANCE**



FOOTBALL
L'itinéraire atypique d'Alidu Seidu, prolongé par le Clermont Foot **PAGES SPORTS**

lamontagne.fr

LA MONTAGNE

CentreFrance

CLERMONT-METROPOLE

MERCREDI 19 OCTOBRE 2022 - 1,30 €



Ehpad

Après le scandale rien n'a changé

Dossier spécial

PHOTO BRUNO BARLIER

PROPOS D'UN MONTAGNARD

Pipi-vroom. Un Japonais chargé de préserver le patrimoine culturel a percuté accidentellement avec sa voiture les plus anciennes toilettes du pays, dans un temple bouddhiste vieux de plusieurs siècles, les détruisant partiellement, raconte l'AFP. Le temple Tofuku-ji (région de Kyoto, ouest du Japon) abrite des toilettes qui remonteraient au XV^e siècle, ce qui lui a valu d'être qualifié de bien culturel important. « On nous a dit que ça allait nécessiter un important travail de restauration », a déclaré un responsable de la police de Kyoto. Bref, le traumatisme est à la hauteur du culte voué par les Japonais à leurs lieux d'aisance.

ESPACE
Médical
les couleurs de la santé

Prestataire de santé à domicile

Fourniture de matériel médical

Professionnels & Particuliers

38 ans d'expérience

CLERMONT-FD

Traitement et cicatrisation des plaies

Assistance Respiratoire

Perfusion

Nutrition

Maintien à domicile

86, Av. de la République

Tél. 04.73.90.90.99



M 0394 1,30

Metropol
ISSN 2108-1560
19/10/22

« Les anciens méchants d'Orpea

En janvier dernier, le livre-enquête de Victor Castanet, *Les Fossoyeurs*, a bouleversé les Français en révélant la gestion cynique du leader des maisons de retraite privées Orpea. Le scandale sera-t-il celui qui fera que la France se décidera enfin à mieux traiter ses vieux ? Pas sûr.

Julien Rapegno
julien.rapegno@centrefrance.com

MALTRAITANCE ■ L'écoute au 3977

« Le nombre d'appels quotidiens dans la semaine qui a suivi la parution du livre de Victor Castanet a été multiplié par quatre ou cinq, et un flux très important a perduré durant le second trimestre 2022 », observe Pierre Czernichow. Ce professeur d'université, membre du Haut conseil de santé publique, préside la fédération 3977. Ce numéro est dédié à l'alerte sur les maltraitances aux personnes âgées et handicapées.

Six permanents, psychologues juristes et travailleurs sociaux, se relaient au bout du fil. « Nous avons un réseau de 50 associations qui couvrent le territoire et qui prennent le relais », explique Pierre Czernichow. Ces bénévoles continuent à parler avec la victime ou le lanceur d'alerte et font des propositions d'intervention en fonction de la gravité, de l'urgence, du contexte. La justice peut être saisie « pour des faits graves qui relèvent du pénal mais ce n'est pas notre premier interlocuteur pour les situations pour lesquelles il n'y a pas de menace pour la sécurité ou la santé », précise le Pr Czernichow.

Les violences signalées restent « la partie immergée de l'iceberg », mais comme pour les violences faites aux femmes ou l'inceste, la parole s'est libérée. Demeure la question de la prévention et donc la détection de la maltraitance.

Au beau milieu du couloir, Natacha, dont c'était le troisième jour de travail en Ehpad, est tombée sur deux plateaux-repas où rien n'avait été touché. « Le binôme qui nous précédait, qui était censé faire déjeuner tous les résidents de l'étage, avait achevé son service en laissant le chariot comme ça. Deux résidents n'avaient pas eu à manger mais tant pis ». En septembre, Natacha a tenu trois jours alors qu'elle venait d'être recrutée pour faire fonction d'aide-soignante dans un Ehpad privé de l'Allier.

Sur ce temps très court, Natacha a constaté « qu'une bonne partie de l'équipe était composée d'intérimaires qui arrivaient le jour même et ne connaissaient rien au travail ».

L'Ehpad en question n'appartient pas au groupe Orpea. « Quand j'ai exposé mon mal-être, la chef de service m'a prise de haut, en me faisant sentir que je devais savoir avant de venir que ça se passait comme ça dans un Ehpad », s'étonne encore Natacha. La jeune femme n'avait pas lu le livre-enquête « *Les Fossoyeurs* » de Victor Castanet avant de postuler (*lire ci-contre*).

« Il y a des choses qu'on savait. Le fait, par exemple, qu'Orpea vendait à des prix cinq étoiles des prestations à une étoile. L'État le savait aussi. On ne connaissait pas le montage avec des fournisseurs pour détourner de l'argent public. C'est tout le mérite de l'enquête de Victor Castanet », salue Pascal Champvert, président de l'association des directeurs d'établissements pour personnes âgées (AD-PA).

L'onde de choc du scandale a fait tomber des têtes mais, dix mois plus tard, des réformes ont-elles été engagées ?

Pascal Champvert trouve la réponse de l'État décevante : « Ils vont contrôler les 7.500 Ehpad de France », y compris les 80 % d'établissements publics ou associatifs non lucratifs : « On va contrôler un établissement public pour savoir s'il cache de l'argent ? », fait mine de s'étonner le porte-parole. Pour lui, cela relève de l'affichage. « Orpea, c'étaient des gens malhonnêtes mais qui ont profité de l'incurie de l'État. On assiste à une mécanique cynique, qui consiste à ne rien

faire et à agiter le chiffon rouge des anciens méchants dirigeants d'Orpea, qui sont finalement les imbéciles utiles de l'État », fustige Pascal Champvert.

Une défiance partagée par le Dr Pascal Meyvaert, président des médecins coordonnateurs d'Ehpad, qui parle d'« hypocrisie » : « L'État est à la fois payeur et contrôleur. D'un côté, il ne donne pas les moyens et, de l'autre, il vient nous reprocher de ne pas faire ce qu'on devrait faire parce qu'on n'a pas les moyens ».

Didier Sapy, qui représente les Ehpad associatifs non lucratifs (réunis au sein de la Fnaqpa), ne veut pas tacler d'emblée le gouver-

« Les conditions de travail sont détériorées pour ceux qui restent, donc ils veulent partir »

Didier Sapy, représentant des Ehpad associatifs

nement d'Élisabeth Borne mais se dit échaudé : « Le précédent gouvernement a beaucoup concerté et a fait un peu n'importe quoi à la suite de l'affaire Orpea et surtout rien fait de structurel ».

Le volet personnes âgées du Projet de loi de finances de la sécurité sociales (PLFSS) 2023, qui sera débattu en séance à l'Assemblée nationale à partir de ce jeudi, prévoit la création de 3.000 postes en Ehpad (et 4.000 dans l'aide à domicile). Prémices de « 50.000 créations de postes d'ici à 2027 ». Le PLFSS 2023 prévoit également de soulager le budget des Ehpad : accès au bouclier tarifaire et déblocage de 440 millions d'euros pour les aider à faire face à l'inflation.

« Il y a du bon », reconnaît Didier Sapy, mais cette réponse n'est pas, selon lui, à la hauteur de l'enjeu. « Le coût de l'intérim est

insupportable pour les budgets des établissements », signale encore le représentant des Ehpad associatifs, qui n'a « jamais vu un manque si criant de personnel en 30 ans de carrière. Les conditions de travail sont détériorées pour ceux qui restent. Donc ils ont envie de partir ».

La Cour des comptes a fait le même constat

Pascal Champvert abonde : « L'État dit que s'il y a des accidents du travail et des maladies professionnelles, la solution c'est que les directeurs soient gentils avec les salariés. La Cour des comptes dit que le problème majeur, c'est qu'il n'y a pas le nombre de professionnels suffisant, donc les gens s'épuisent ». Publié en 2022, le rapport de la Cour des comptes situe l'efficacité à « un agent pour un résident. Aujourd'hui, on a 6,5 agents pour 10 résidents. Il faut augmenter nos effectifs de 50 % », reprend Didier Sapy. La France se hisserait ainsi au niveau des taux d'encadrement de l'Allemagne et des pays d'Europe du Nord.

Les responsables d'établissements ont chiffré l'urgence à « 40.000 postes, deux par Ehpad ». Le système français de financement ne permet en outre aucune souplesse dans le recrutement : « Aujourd'hui, si des postes d'aides-soignants sont non pourvus et qu'on n'en trouve pas, on ne peut pas faire financer par une ARS (Agence régionale de santé) un poste d'animateur ou de psychologue, qui apporterait pourtant beaucoup en termes de relations humaines », souligne Didier Sapy.

« Si votre seul lien social, c'est une personne qui vient faire votre toilette, sans avoir le temps de vous parler et si c'est la même chose pour manger, c'est assez limité », déplore le Dr Pascal Meyvaert, qui cède au fatalisme : « On est toujours dans le replâtrage, le bout de sparadrap. Au gré des scandales, on obtient un petit truc en plus ». Pour les professionnels, la loi sur le Grand âge, « dont on parlait déjà sous Sarkozy » est une arlésienne. Comme Jeanne Calment, native d'Arles, qui a connu vingt présidents de la République. Malheureusement, nous n'aurons pas tous son endurance. ■



CRISE. Les problèmes de recrutement de plus en plus aigus et les absences non remplacées accentuent le défaut d'« humanité » des Ehpad. PHOTO MARION BOISJOT

sont les imbéciles utiles de l'État »

Le livre *Les Fossoyeurs* est en lice pour le prix Albert-Londres 2022. Et l'enquête de Victor Castanet, journaliste indépendant de 31 ans, s'inscrit bien dans cette lignée du reportage au long cours, dont le journaliste originaire de Vichy fut un pionnier en France. Albert Londres avait édifié ses contemporains durant l'Entre-deux-guerres avec ses enquêtes sur le bagne de Cayenne ou les asiles psychiatriques. Il avait décrit la réalité « derrière les murs » et avait changé le regard de l'opinion, poussant les pouvoirs publics à reconsidérer ces systèmes de réclusion.

Victor Castanet a lui-même pénétré un « système » et l'a fait vaciller. Trois ans d'enquête, des témoignages ahurissants d'employés et d'ex-employés d'Orpea et, au bout, une véritable « bombe » éditoriale, préparée au sein des éditions Fayard et supervisée par des « aînés », enquêteurs chevronnés. 160.000 exemplaires depuis janvier. Des parlementaires qui s'en saisissent, des centaines de courriers qui arrivent chaque jour, des procédures lancées contre Orpea et pas de plainte de cette société contre l'auteur. Victor Castanet a visé juste et tout était parfaitement étayé. Rencontre avec celui par lequel le scandale est arrivé. ■

Propos recueillis par
Julien Rapegno



INVESTIGATION. Victor Castanet, journaliste de 31 ans. PHOTO PHILIPPE MATSAS/FAYARD

■ **Selon vous, le groupe Orpea a-t-il fait évoluer ses pratiques ces derniers mois ?** Il y a eu un changement au niveau de la gouvernance d'Orpea, c'était une nécessité. Une trentaine de cadres ont été sortis du groupe pour faute grave. La nouvelle direction générale a fait ce « nettoyage » et a transmis des éléments à la justice. Il y a un positionnement, une volonté de transparence qui se démarque des anciens. Ce qui est sûr, c'est que des pratiques ont changé sur la gestion de l'argent public. Auparavant, il y avait des marges arrières mises en place sur les produits de santé financés par l'argent public. Il y a des éléments dont je rends compte dans le livre qui demeurent : les budgets alimentation insuffisants, les pratiques anciennes de discrimination syndicale, de management brutal d'Orpea rendaient le recrutement difficile avant la parution du livre. Ils vont devoir changer leur image et l'attractivité de leurs métiers.

■ **La recherche du profit est-elle compatible avec la santé ?** Il ne s'agit pas de mettre en cause le privé d'une manière générale. Il y a des choses qui y fonctionnent alors qu'elles dysfonctionnent dans le public, et il y a des groupes privés où ça se passe

mieux que chez Orpea. La différence, c'est le fait qu'un groupe d'établissements soit ou non coté en Bourse. Quand les actionnaires demandent une certaine rentabilité, vous devez leur donner et communiquer aux marchés boursiers des taux de croissance à deux chiffres, des niveaux de marge de 25 à 30 %. Et c'est là qu'on va chercher à optimiser les coûts. Pourquoi chez Orpea on pouvait payer autant et avoir un aussi mauvais service, ce qui n'est pas le cas dans d'autres secteurs de la santé ? Ça tient pour moi à une absence de concurrence. Les agréments d'hébergement sont donnés en fonction de la démographie. Il y a pile le nombre de places. S'il y avait une vraie concurrence, les gens iraient dans les Ehpad de meilleure qualité.

■ **Faut-il, comme le propose le syndicat des Ehpad privés, noter les établissements ?** Oui, d'autant plus que ça concerne des êtres humains. Il faut avoir des outils transparents, des indicateurs de qualité fiables. Lisibles pour le grand public.

■ **Au cœur de votre enquête, il y a la démonstration que l'État a été défaillant sur les contrôles. Est-ce que ça a bougé sur ce plan aussi ?** Je ne suis pas sûr qu'il soit nécessaire de contrô-

ler tous les Ehpad en deux ans, comme l'a décidé l'ancienne ministre Brigitte Bourguignon. Peut-être vaudrait-il mieux se concentrer sur ceux où il y a eu des alertes. Si on continue de prévenir à l'avance, ça ne sert à rien. Il faut avoir des compétences financières et comptables pour déceler les irrégularités et il faut se rendre aussi au siège des organismes gestionnaires.

■ **Sur l'aspect financier et comptable, est-il bien nécessaire de contrôler les Ehpad publics, dont les comptes sont très suivis ?** Dans le public, il peut y avoir des signalements de familles ou de salariés sur des problèmes d'encadrement, de ressources humaines, ou même d'irrégularités de gestion. Il faut contrôler de la même façon. Il y a des actes isolés de maltraitance ou des dysfonctionnements localisés dans le public. En revanche, un système de captation d'argent public comme celui d'Orpea, ça ne peut pas exister dans le public.

■ **L'affaire n'a pas été étouffée politiquement. Êtes-vous satisfait des suites administratives et judiciaires ?** Ce que je décris dans le livre a été confirmé par l'enquête de l'Inspection générale du ministère de la Santé et des Solidarités (Igass) et de

l'Inspection générale des Finances (IGF). Désormais, il y a le Parquet national financier et une enquête du Parquet de Versailles. Avec des moyens déployés, mais ça va être long.

■ **Des professionnels soulignent que, finalement, le scandale que vous avez déclenché et donc le groupe Orpea ont aussi servi de chiffon rouge à l'État, qui ne s'est pas attelé à la réforme du secteur.** Les familles, les salariés ou les acteurs importants du secteur avec qui je suis en

« Quand les actionnaires demandent de la rentabilité, vous devez leur donner »

Victor Castanet, journaliste

contact s'étonnent du peu de propositions du gouvernement pour répondre à l'impact du livre, au choc provoqué dans la société. Il y a une urgence et la nécessité d'avoir un débat national, notamment à l'Assemblée. Un projet de loi Grand âge l'aurait permis. J'entends des acteurs sidérés devant l'abandon, une nouvelle fois, de ce projet. On décale encore pour de nouvelles consultations... jusqu'à quand ? ■

L'ÉDITORIAL

FLORENCE
CHÉDOTAL



florence.chedotal@centrefrance.com
Twitter : @FlorChédotal

Dans
ce miroir

Faut-il s'étonner que le scandale Orpea n'ait pas encore bouleversé le cours des choses ? Non, car nous savions bien avant. Et nous avons accepté qu'on maltraite nos vieux par obligation, par démission, par lâcheté aussi. On dissertait même sur la *silver economy*, c'est dire si la chose était entendue. À voir les renoncements successifs des politiques sur la question du grand âge, il faut croire que l'opinion publique, qu'ils suivent d'ordinaire à la trace, ne les oblige en rien. Notre déni de la vieillesse et de ce qui s'ensuit fatalement se porte mieux quand on ghettoïse ces êtres aux voix lézardées et aux gestes ridés, dépossédés d'eux-mêmes et frappés d'indignité. Laquelle ne manque pas de ricocher sur nous. Il en va ainsi dans le miroir des générations. Si seulement le problème n'était qu'économique... En réalité, il est sociétal. Nous tolérons que nos parents, grands-parents... soient relégués à l'écart de la vie avant de la quitter pour de bon. Cet abandon signifie que pour nous, tournés vers l'innovant futur, le passé n'est plus source de sens. Coupable erreur quand le présent nous ballotte et l'avenir se dérobe. Il n'y a pas que les vieux qui perdent la raison.